

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 154. 9 mars 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Attractivité

• Global Cities Investment Monitor 2015.

Paris-Ile de France Capitale Economique ; KPMG.
Mars 2015. 20 p. @

Alors que les investissements internationaux Greenfield, créateurs d'emplois et de croissance, se stabilisent dans le monde, la région Capitale continue sa progression. Après avoir atteint la 7^{ème} position en 2013, Paris-Ile de France gagne 4 places en 2014 et accède ainsi à la 3^{ème} position.

Cohésion sociale

• NEET youth in the aftermath of the crisis : challenges and policies.

S. Carcillo ; R. Fernández ; S.Königs et al.
OECD social, employment and migration working papers, n° 164, février 2015.
109 p. @

Ce rapport présente un aperçu de la situation des jeunes dans les pays de l'OCDE en se concentrant principalement sur les conditions de vie des jeunes inactifs qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (NEET). Il fait une synthèse de l'efficacité des interventions qui visent à améliorer la situation sociale, l'éducation et l'emploi des jeunes les plus défavorisés.

• Les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale - rapport 2014-2015.

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes). Mars 2015. 70 p. @

Le 9^e rapport de l'Onpes est consacré aux résultats d'une recherche menée depuis trois ans avec le Crédoc et l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires) pour évaluer les budgets de référence nécessaires pour une participation effective à la vie sociale. Il prend place dans le cadre de l'élaboration de références communes pour un revenu minimum décent au niveau européen.

Collectivités territoriales

• Communes nouvelles. Des mariages de raison.

Pablo Aiquel ; Fabienne Proux.
La Gazette, n° 9/2259, 2 mars 2015. pp. 19-24.

Avec l'adoption de la proposition de loi améliorant le régime de la commune nouvelle, les projets de fusion foisonnent. Objectif : peser dans un paysage territorial en pleine évolution.

Développement durable

• Objectifs climatiques et développement. Pour une mise en convergence des objectifs du millénaire et des objectifs climatiques dans la négociation climat.

Sandrine Mathy.
Futuribles, n° 405, mars 2015. pp. 19-25.

C'est en France que sera organisée, fin 2015, la prochaine conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur

les changements climatiques (COP), dont l'objectif est de parvenir à un accord international en vue de limiter le réchauffement climatique à 2 °C d'ici la fin du siècle. C'est là un objectif ambitieux, qui bute sur de nombreux obstacles, parmi lesquels le développement des pays émergents.

Développement économique

• PME 2014 - Rapport sur l'évolution des PME.

BPIFRANCE

Paris : La Documentation française, février 2015.
232 p. @

L'Observatoire des PME de Bpifrance publie son 10^{ème} rapport annuel sur l'évolution des PME. Conçu en partenariat avec des experts du domaine, le rapport analyse et commente l'activité des PME et, pour la deuxième année consécutive, celle des entreprises de taille intermédiaire (ETI) : cartographie des PME et des ETI, problématiques de financement et d'engagement en R&D et innovation, etc.

Développement territorial

• Retombées socio-économiques des aménités culturelles et naturelles dans les territoires. @

PUCA.

4 Pages, n° 21, février 2015. 4 p.

Le patrimoine, un climat, un paysage, mais aussi l'existence d'activités culturelles ou récréatives sont souvent évoqués pour caractériser la qualité de vie d'un lieu. Ces agréments ou aménités constituent de véritables ressources locales. A quelles conditions sont-ils des moteurs d'attractivité touristique ou résidentielle assez puissants pour amorcer ou renforcer le développement local ?

Ecologie

• Vulnérabilités et résiliences urbaines.

A. Loubière ; J. Richer ; B. Barroca et al.
Urbanisme, n° 395, hiver 2014. pp. 29-65.

Au sommaire : Penser l'aménagement en zones inondables / « Partir du risque pour concevoir un projet urbain » / Comment envisager une urbanisation résiliente ? / Diminuer la vulnérabilité des villes à la hausse des températures / Construire une stratégie de résilience territoriale / Enseigner la résilience urbaine / Expériences ...

Egalité - inégalité

• Entretien avec Christophe Guilluy.

Propos recueillis par Emmanuelle Souffi et Anne Fairise.
Liaisons sociales, n° 160, mars 2015. pp. 6-8.

« A la veille du scrutin départemental, le géographe pointe les risques d'une France coupée en deux, entre métropoles qui s'enrichissent et zones rurales qui s'appauvrissent »

• Femmes/hommes : des inégalités qui persistent.

Atelier parisien d'urbanisme (Apur).
Note n° 86, mars 2015. 8 p. @

Egalité et citoyenneté

La République en actes.

Réunion du Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté, vendredi 6 mars 2015

Présentation, dossier de presse et synthèse

@

Ce document présente une série d'indicateurs sur les conditions de vie des Parisiennes et des Parisiens. Des inégalités subsistent dans tous les aspects de la vie courante mais elles tendent à s'estomper dans certains domaines comme le niveau de formation scolaire et l'accès à l'emploi. Elles restent néanmoins marquées en matière de niveaux de salaire.

Emploi - Insertion

• Les maisons de l'emploi ou l'introuvable politique territoriale de l'emploi.

Centre d'Etudes de l'emploi ; S. Berhuet ; C. Tuchsirer.
Connaissance de l'emploi, n° 118, janvier 2015. 4 p. @

Créées en 2005, les maisons de l'emploi sont confrontées à une crise de légitimité dans un contexte de baisse marquée de leur subvention. Elles sont soumises depuis dix ans à une hésitation récurrente entre un modèle dépendant des territoires et une volonté de l'État d'utiliser ces structures dans un objectif national. Le rétrécissement progressif de leurs missions et le retrait budgétaire de l'État ont contribué à leur déstabilisation. Faut-il y voir un prélude à leur disparition ? Ou bien, la loi NOTRE sera-t-elle l'occasion, pour les maisons de l'emploi, de retrouver une légitimité ?

• Jeunes issus de l'immigration : quels obstacles à leur insertion économique ?

France Stratégie ; P-Y. Cusset ; H. Garner ; M. Harfi et al.
Note d'analyse, n° 26, mars 2015. 16 p. @

Les jeunes descendants d'immigrés, en particulier les descendants d'immigrés africains (y compris le Maghreb), sont touchés par les difficultés d'insertion professionnelle (taux de chômage élevé, instabilité de l'emploi, etc.) qui s'expliquent notamment par : un milieu socioéconomique plus modeste ; des parcours scolaires plus difficiles, un moindre accès à l'apprentissage ; une concentration spatiale au sein de quartiers et communes cumulant les difficultés économiques et sociales des phénomènes de discrimination pour l'accès à l'emploi et au logement.

• Le défi de l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins.

CESE ; Eustase Janky.
Février 2015. 244 p.

Par une approche globale de la question de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ultramarins, l'avis du CESE veut souligner les spécificités ultramarines et proposer un ensemble de préconisations relatives à leur insertion. Le diagnostic a notamment établi des taux d'illettrisme et de décrochage scolaire élevés ainsi que des taux de chômage importants.

Rapport : @ Note de synthèse : @

Enseignement supérieur - Recherche

• Stratégie nationale de recherche. France-Europe 2020.

Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
Mars 2015. 22 p. @

Prévue par la loi pour l'enseignement supérieur et la recherche du 22 juillet 2013, la stratégie nationale de recherche (SNR) répond aux demandes exprimées lors des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'objectif d'une telle stratégie est d'assurer la place de la France parmi les premières puissances de recherche mondiale et de mobiliser les énergies sur les défis scientifiques, technologiques, environnementaux et sociétaux du XXI^e siècle.

• Les universités parisiennes dans la tourmente des regroupements.

Myriam Baron ; Loïc Vadelorge.
Métropolitiques, 25 février 2015. 6 p. @

Depuis 2006, les regroupements d'universités et d'établissements, dénommés « Comue », se sont développés. Les auteurs défendent l'idée que, au sein de l'agglomération parisienne, les Comue sont

inadaptées aux pratiques des étudiants et des enseignants, et reposent sur de nombreuses incohérences territoriales.

Habitat - Logement

• Concilier mixité sociale et droit au logement - Avis du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (HCLPD).

HCLPD. 25 février 2015. 7 p. @

Afin d'alimenter la réflexion du Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC) dans les quartiers prioritaires, le HCLPD a souhaité rappeler quelques principes et porter des propositions permettant de guider l'action politique en matière de politique du logement et de mixité sociale. Parmi les préconisations : rendre la loi SRU plus "effective" et confier aux intercommunalités la gestion des contingents communaux de logements sociaux.

• Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) : l'élaboration des projets de renouvellement urbain dans le cadre des contrats de ville ; le protocole de préfiguration des projets.

Anru. Février 2015. 8 p. @

L'Anru vient de publier deux documents de présentation liés aux projets du NPNRU et à leur contractualisation. Au sommaire : quelles sont les conditions nécessaires à leur réussite ? Quelles sont les questions-clés à se poser lors de l'élaboration du dossier-protocole ? Quels sont les attendus des projets ?

Métropole

• The Metropolitan Century. Understanding urbanisation and its consequences.

OCDE, 18 février 2015, 130 p. @

Le rapport donne un aperçu des futures tendances récentes et probables de l'urbanisation et en examine les conséquences. Ce processus d'urbanisation constitue à la fois une grande opportunité et un grand défi, car les décisions prises aujourd'hui auront une incidence sur l'avenir des populations qui vivent dans les territoires urbains. *(Uniquement en lecture écran)*

• De la forme urbaine à la structure métropolitaine : une typologie de la configuration interne des densités pour les principales métropoles européennes de l'Audit Urbain.

Florent Le Néchet.
Cybergéo, Article 709, 18 février 2015. @

Dans cet article, l'auteur analyse huit dimensions de la configuration interne des densités des principales métropoles européennes. A partir de la classification obtenue, il analyse de façon exploratoire la diversité des structures métropolitaines en Europe. Ce travail permet de faire le point sur l'adéquation entre les métropoles actuelles et des modèles classiques de compacité et de polycentrisme.

• Métropoles et territoires. Actes des matinées du CGEDD.

Conférence-débat animée par Ariella Masboungi.
CGEDD, Paris-La Défense, 5 février 2015. 28 p. @

Après la vidéo (voir En quelques clics n° 153), les actes de cette conférence sont maintenant disponibles.

• L'indépassable « laboratoire grenoblois » ?

Charles Ambrosino ; Gilles Novarina.
Métropolitiques ; mars 2015. @

Grenoble est souvent présentée comme un « laboratoire » urbain, tant du point de vue de l'innovation technologique et de la démocratie locale que de l'expérimentation urbanistique. Les auteurs montrent néanmoins les limites de ce modèle à l'heure où la « capitale des Alpes » s'inscrit dans le nouveau processus législatif de la loi sur les métropoles.

Mobilité - Transports

• Solutions alternatives à la voiture individuelle dans le périurbain.

IAU Ile-de-France ; Caroline Raes. Février 2015. 41 p. @

Dans la perspective de la préparation du prochain Contrat de Parc 2015-2020, le PNR du Vexin français a lancé une réflexion portant sur la mobilité périurbaine durable. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente contribution qui s'attache à identifier et à analyser les solutions alternatives à la voiture individuelle dans le périurbain. S'appuyant sur l'étude d'initiatives « exemplaires » puisées en France et en Europe, ce travail a permis de mettre en évidence la diversité des réponses envisageables, en fonction des besoins et contexte spécifiques à chaque territoire.

• Les enjeux de la mobilité, huit façons d'appréhender le transport.

Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran) - Citizen T. février 2015. @

Ce film d'animation vise à présenter de façon pédagogique différents grands enjeux de la mobilité d'aujourd'hui. Ce film a notamment été utilisé comme support au 4ème atelier d'élus qui s'est tenu en janvier dernier dans le cadre de la révision du Scot de la métropole Nantes-Saint-Nazaire, portant sur la mobilité et l'accessibilité du territoire.

• Valorisation de l'accessibilité aux territoires.

6 questions à Jean Poulit, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées.

Infrastructures et mobilité, n° 145, février 2015. pp. 9-11.

Les travaux de J. Poulit démontrent qu'il faut continuer à construire de grandes infrastructures pour rendre les territoires plus accessibles. Pourtant la baisse des financements publics et le poids de la dette plaident plutôt pour l'entretien des infrastructures existantes. Comment surmonter cette contradiction ?

Numérique

• La mairie numérique. Sur le chemin du numérique rural vraiment pour tous.

Association des maires ruraux de France (AMRF). 2015. 6 p. @

Cette contribution participe à la grande concertation nationale organisée par le Conseil national du numérique. Les élus ruraux y réaffirment l'urgence du très haut débit. L'association se dit engagée dans le déploiement en réseau "des 36.000 lieux de contacts avec tous les citoyens" que sont les mairies et entend faire émerger de ce travail une notion de "mairie numérique" ancrée sur "les besoins et les attentes des habitants".

Politique de la ville

• Interview de Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

France inter - Emission *Périphérie* du 1er mars 2015. @

Le ministre aborde quelques pistes de réflexion sur les enjeux actuels de la politique de la ville.

Qualité de vie

• Comment va la vie ? 2013. Mesurer le bien-être.

OCDE. Décembre 2014. 240 p. @

La deuxième édition du rapport « Comment va la vie ? » dresse un tableau complet du bien-être dans les pays de l'OCDE et dans d'autres grandes économies, en observant les conditions de vie matérielle et la qualité de vie des populations.

(Uniquement en lecture écran)

Santé

• L'état de santé de la population en France - Edition 2015.

DREES. Février 2015. 502 p. @

A travers plus de 200 indicateurs, ce panorama détaillé de la santé conjugue approches par population, par déterminants et par pathologies, illustrant l'état de santé globalement favorable des Français. Il met également en lumière les principaux problèmes de santé auxquels sont confrontées les politiques publiques, dont les inégalités sociales de santé.

• Avis du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'exclusion sociale (CNLE) sur le projet de loi Santé.

CNLE. Février 2015. 12 p. @

Le CNLE formule une série de propositions pour que le projet de loi de santé, présenté par la ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, Marisol Touraine, prenne davantage en compte les besoins d'accès à la prévention et aux soins des plus vulnérables.

Urbanisme

• Missions, statuts et financements des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

IGAC ; M. Genthon ; P. Tolila ; CGEDD ; J-P Thibault et al. 2014 (publication : février 2015). 104 p. (Rapport n° 009810-01) @

Structures "originales", les Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) abordent une phase nécessaire de mutation de leur modèle d'intervention dans une situation de fragilité financière. Parmi les scénarios privilégiés, ce rapport préconise de repenser l'échelle territoriale des activités et de promouvoir la mission de conseil dans les domaines de la transition énergétique et écologique.

Union européenne

• Les divergences sociales en Europe après la crise.

France Stratégie ; M. Boisson-Cohen ; C. Mareuge et al. Note d'analyse, n° 25, février 2015. 8 p. @

Les évolutions récentes en matière sociale et d'emploi en Europe ne sont plus caractérisées par une convergence progressive des situations entre les États membres. Depuis 2008, les pays du Nord ainsi que certains pays de l'Est se sont montrés plus résistants face à la crise que les pays du Sud de l'Europe. Les écarts se creusent dans plusieurs domaines – le niveau de richesse des États, l'emploi, la pauvreté, la situation de la jeunesse.

• Energie, l'Europe en réseaux - Douze propositions pour une politique commune en matière d'infrastructures énergétiques.

Rapport au Président de la République. Michel Derdevet. Février 2015. 136 p. @

A partir d'un bilan des coopérations déjà engagées, tant en matière électrique que gazière, l'auteur avait pour objectif d'estimer les besoins de renforcement et de développement des infrastructures énergétiques européennes à l'horizon 2030, avec une mise en perspective selon les différents scénarii d'évolution de la production et de la consommation d'énergie dans l'Union européenne.

Le carré législatif et parlementaire

- Décret n° 2015-229 du 27 février 2015 relatif au comité national Etat-régions pour les fonds européens structurels et d'investissement et au comité Etat-région régional pour la période 2014-2020. @
- Instruction (Ministère de l'Intérieur) du 19 février 2015 relative aux cellules de suivi dans le cadre de la prévention de la radicalisation. @
- "Petite loi" (Sénat) du 4 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes. @
- Proposition de loi (Assemblée nationale) n° 2597 visant à lutter contre les déserts médicaux. Philippe Folliot. 18 février 2015. 12 p. @

Sélection de questions écrites

- Question écrite (Assemblée nationale) n° 63855 de Françoise Descamps-Crosnier relative à l'éducation populaire et ses capacités de levier d'action pour l'inclusion et l'émancipation éducative, citoyenne et sociale de la jeunesse. @
Attribution : ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.
- Question écrite (Assemblée nationale) n° 62499 d'Isabelle Le Callennec relative à la promotion du service civique auprès des jeunes. @
Attribution : ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.
- Question écrite (Assemblée nationale) n° 62498 de Virginie Duby-Muller relative à la politique à l'égard des jeunes [insertion sociale et professionnelle]. @
Attribution : ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.
- Question écrite (Sénat) n° 14018 de Jean-Noël Guérini relative à l'augmentation alarmante du nombre des enfants et adolescents pauvres en France. @
Attribution : ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.
En référence, le rapport Unicef intitulé « *Les enfants de la récession – Impact de la crise économique sur le bien-être des enfants dans les pays riches* » (octobre 2014).
- Question écrite (Assemblée nationale) n° 65417 de Marc Le Fur relative à l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) et à ses missions. Attribution : ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. @
En référence : rapport de la Cour des comptes sur l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) publié le 23 juillet dernier (https://www.ccomptes.fr/content/download/71373/1887963/version/3/file/20140725_rapport_agence_nationale_renovation_urbaine.pdf)
- Question écrite (Assemblée nationale) n° 71801 de Pascale Got relative aux inégalités femmes-hommes dans les territoires ruraux fragilisés. @
Attribution : ministère des Droits des femmes.
- Question écrite (Assemblée nationale) n° 71535 de Pierre Morel-A-L'Huissier relative au tourisme dans les territoires ruraux et ses possibilités de levier pour le développement local. @
Attribution : ministère du Commerce extérieur, du Tourisme et des Français de l'étranger.
- Question écrite (Sénat) n° 14063 de Marie-Françoise Perol-Dumont relative aux stations-services implantées en zones rurales. @
Attribution : ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

Outils

• **Citizenenergy.** @

Plateforme européenne de financement participatif des énergies renouvelables.

Soutenue et cofinancée par l'Union européenne, cette initiative est portée par un consortium de quatorze organismes spécialisés dans les énergies renouvelables et l'investissement participatif. Cette plateforme entend encourager les citoyens européens à co-investir dans les projets d'énergies renouvelables.

• **Newsletter du Sénat.** @

Le Sénat vient de lancer une nouvelle lettre électronique mensuelle sur son actualité, destinée spécifiquement aux élus. Intitulée "SVP" (*Le Sénat Vous Parle*), le premier numéro a été adressé le 25 février dernier.

• **Bibliographie : La résilience des territoires.** @

CGDD. Centre de ressources (CRDD). Mars 2015. 15 p.